

Espagne

Syndicalisme et nationalisme au Pays Basque Espagnol

Jean Bunel

La trêve annoncée par l'ETA le 16 septembre 1998 nous rappelle que le cadre constitutionnel et territorial de l'Espagne actuelle est encore en question vingt-trois ans après la mort de Franco et vingt ans après le référendum constitutionnel. La revendication nationaliste était étroitement associée aux luttes démocratiques pendant les quarante années de régime autoritaire. C'est pourquoi la Constitution de 1978 a reconnu de larges possibilités d'autogouvernement aux communautés et aux nationalités de l'Etat et/ou de la nation espagnols et l'autonomie des communautés n'a pas cessé de s'amplifier depuis 1978. Malgré cela on ne peut pas ne pas s'interroger sur la persistance de la revendication nationaliste particulièrement vive en Catalogne, au Pays Basque, en Galice, aux îles Canaries, voire en Andalousie puis tout particulièrement sur les formes violentes prises par une branche du mouvement nationaliste au Pays Basque. Si l'action terroriste de l'ETA a perduré depuis la transition démocratique, c'est parce qu'elle est soutenue par un parti politique H. B qui n'a jamais obtenu moins de 150 000 voix lors des différentes élections, mais aussi par un réseau de mouvements de jeunesse, féminis-

tes, écologistes et syndicaux intégrant le MVRL, c'est-à-dire le Mouvement basque de libération nationale.

La trêve de l'ETA a été précédée et assurément motivée par la déclaration dite de Lizarra, après une ultime réunion qui a rassemblé dans la petite ville d'Estella en Navarre toutes les forces politiques et syndicales nationalistes, qu'elles soient radicales ou modérées, pacifistes ou favorables à la violence. Ainsi se défaisait le pacte de 1988, dit de Ajuria Enea qui unissait contre l'ETA aussi bien les partis nationalistes et démocratiques (PNV et EA) et les partis de droite (Parti populaire actuellement au gouvernement) ou de gauche (socialistes et communistes) de dimension nationale. Les signataires de la déclaration de Lizarra auxquels s'est joint le parti communiste espagnol et ses satellites composant la gauche unie (I.U.) tout en demandant à l'ETA de mettre fin à la violence, déclarent ne plus se satisfaire du cadre constitutionnel et juridique qui a mis les Basques sous la tutelle de deux Etats distincts – la France et l'Espagne – et qui les a divisés en Espagne en deux communautés : la Communauté autonome basque et la Navarre .

Les forces en présence

Les organisations syndicales

ELA Eusko Langilleen Alkartuasa ou Solidarité des travailleurs basques, syndicat créé en 1911.

LAB Langile Abertzeleen Batzordeak ou Commission des ouvriers nationalistes. Syndicat issu de l'ETA.

UGT Union general de los trabajadores. Confédération nationale créée au siècle dernier, dans la mouvance du parti socialiste ouvrier espagnol.

CCOO Comisiones obreras, mouvement syndical issu de la résistance ouvrière au franquisme

Les partis politiques

Les partis nationalistes

PNV Parti national basque

H.B. Harri Betasuna ou Unité populaire

E.A. Eusko Alkartasuna ou Fraternité basque, issu d'une scission récente du PNV.

Les partis agissant dans toute l'Espagne

I.U. Izquierda unida ou la gauche unie

PSOE Parti socialiste ouvrier espagnol

P.P. Parti populaire, actuellement au pouvoir à Madrid.

Enfin un parti représentant des intérêts provinciaux et qui s'oppose aux partis nationalistes :

U.A., Unidad alavesa ou Unité de la province d'Alava, une des trois provinces de la communauté autonome basque.

Ce changement politique de grande portée a précédé les élections du 25 octobre 1998 qui concernaient la seule Communauté autonome basque. Elles ont été marquées par une plus forte participation électorale que de coutume (70,7 %) et par une forte progression en voix et en pourcentage du parti nationaliste radical (H.B.) qui a obtenu 17,9 % des suffrages et 223 264 voix, mais aussi du parti populaire au gouvernement : 20,1 % et 250 500 suffrages. Lors des précédentes élections de 1994, ces deux formations avaient recueilli respectivement 166 000 suffrages, soit 16 % et 146 960 suffrages, soit 14,2 %. Entre les nationalistes et les non-nationalistes, le rapport de forces penche en faveur des premiers (54,9 %

contre 44,1 %) d'autant plus que la gauche unie (I.U.)^o est rangée dans le camp des partis non-nationalistes alors qu'elle a souscrit à la déclaration de Lizarraga et qu'elle a obtenu 5,6 % des suffrages.

Les syndicats nationalistes basques ont eu un rôle décisif dans le rapprochement entre les forces nationalistes basques ayant abouti à la déclaration commune du 12 septembre 1998. Dès 1995, à l'occasion de la fête nationale basque, LAB, le syndicat proche de l'ETA et ELA, le vieux syndicat basque toujours opposé à la violence, avaient scellé leur réconciliation pour aller aussi loin que possible dans l'unité d'action et pour faire avancer l'autodétermination des Basques.

Résultats aux élections au Parlement basque du 25 octobre 1998

Les origines du syndicalisme nationaliste au Pays Basque

Quatre grandes organisations syndicales prétendent représenter les intérêts et les revendications des travailleurs basques. Deux d'entre elles ont un champ d'action et de représentation pour toute l'Espagne. Il s'agit des Commissions ouvrières – CCOO – et de l'Union générale des travailleurs – UGT. Cependant ce sont les syndicats nationalistes – ELA et LAB – qui sont largement majoritaires lors des élections professionnelles.

Longue est la trajectoire historique d'ELA. Cette organisation syndicale est née en 1911 dans la mouvance du nationalisme inspiré par Sabino Arana Goiri, le fondateur de l'actuel PNV, le parti politique qui a aujourd'hui le plus de suffrages, auquel appartient le président du gouvernement de la Communauté autonome basque (le lehendakari) depuis près de vingt ans. La création d'ELA s'inscrit dans le combat des premiers nationalistes

contraire au parti socialiste naissant et à l'UGT leur premier bastion et un rôle essentiel dans la vie politique et syndicale du Pays Basque. Ce premier nationalisme basque, du début du siècle, sous sa forme partisane ou corporative, veut préserver la race, la famille, le mode de vie rural, la religion catholique, l'harmonie entre le capital et le travail et la petite entreprise. Comme il est l'expression du refus des "immigrés" espagnols et de la grande industrie capitaliste, il compte essentiellement dans ses rangs de vrais Basques, nés au Pays Basque, de parents ayant un nom basque. De plus, ELA recrute essentiellement ses adhérents parmi les employés catholiques et des prêtres ont joué un rôle important dans les organes de direction du syndicat avant la guerre civile. Par contre, il n'y a jamais eu de lien organique entre ELA et le PNV. Le syndicat, d'abord très minoritaire, fait jeu égal sous la deuxième République, de 1930 à 1937, avec UGT. Pendant les quarante années de la dictature franquiste, ELA choisira l'exil et la clandestinité renonçant alors à

Résultats aux élections au Parlement basque du 25 octobre 1998

	Alava	Guipuzcoa	Vizcaya
PNV	21,9	22,0	32,9
H.B.	12,2	25,6	14,7
E.A.	6,3	14,1	4,9
I.U.	5,7	4,6	6,5
PSOE	17,0	16,2	18,5
PP	26,9	16,6	20,5
U.A.	8,5		

PNV, H.B. et E.A. sont les trois partis nationalistes basques.

I.U., PSOE et PP sont des partis qui se présentent dans toute l'Espagne.

U.A. Unidad alavesa est un parti exclusivement provincial, défendant les intérêts de la province d'Alava.

basques contre l'industrialisation brutale de Bilbao et la croissance d'une classe ouvrière venue d'ailleurs – d'autres provinces d'Espagne – qui vont donner au

En effet lorsque ELA se reconstitue lors de son congrès de 1976, elle abandonne toute référence à la doctrine sociale

ESPAGNE

de l'Eglise et se présente comme une organisation syndicale nationaliste et anti-capitaliste militant pour une transformation socialiste du Pays Basque à partir des revendications des travailleurs basques de la Communauté autonome basque et de la Navarre. Récusant l'action violente, elle a accepté le statut de Guernica qui a donné en 1979 une large autonomie au gouvernement de la Communauté autonome basque. Jusqu'en 1995 ELA était clairement identifié comme le pôle syndical du nationalisme démocratique et pacifique. Ses adhérents votaient majoritairement pour le PNV. Et tout comme les socialistes ont fait partie jusqu'au printemps 1998 du gouvernement basque dirigé par le PNV, l'action syndicale d'ELA était souvent conduite de concert avec CCOO et UGT. Ajoutons qu'ELA est affilié à la Confédération Mondiale du Travail et à la CES.

Le parcours de l'autre syndicat nationaliste – LAB – est bien distinct. Il est l'effet des décisions politiques et stratégiques d'ETA qui en 1967 veut ouvrir un front ouvrier, donnant ainsi naissance aux commissions ouvrières patriotiques, s'exprimant à la base, dans les entreprises, puis se transformant après le vote de la loi de 1977 en syndicat légal, tenant ensuite son premier congrès en 1978. Tout comme H. B. est le bras politique d'ETA, LAB en est le bras syndical, partageant ainsi les analyses, la stratégie et les objectifs d'ETA : refus du statut de Guernica qui ne change rien à la dépendance du Pays Basque par rapport à Madrid, lutte pour l'indépendance du Pays Basque dans ses frontières de toujours, construction d'une société socialiste et populaire au Pays Basque. L'intégration du Pays Basque français est un objectif non négociable des indépendantistes, même si

LAB n'est organisé que dans les frontières des deux communautés autonomes basques d'Espagne. Toutefois LAB encourage, stimule et soutient tous les efforts de constitution d'un syndicalisme nationaliste au Pays Basque français. Pour LAB, la transition démocratique après la mort de Franco n'a eu qu'un caractère formel de même que l'opposition entre forces démocratiques et forces terroristes ou violentes ne se justifie pas puisque le clivage politique et syndical fondamental passe entre les mouvements nationalistes et ceux qui sont "espagnolistes", "succursalistes" et centralistes. La lutte des classes est indissociablement liée au combat pour l'indépendance. La libération nationale va de pair avec la construction socialiste. La plupart des adhérents de LAB sont électeurs d'H.B. et comme il n'y a aucune incompatibilité statutaire entre responsabilités syndicales et responsabilités politiques, l'actuel dirigeant de LAB, Rafael Diaz Usabiaga, vient d'être élu député de la province de Guipuzcoa au Parlement basque sur la liste des candidats d'H.B. où il figurait en troisième position. Il aurait été de 1991 à 1996 un des médiateurs dépêchés par l'ETA pour des négociations éventuelles entre l'organisation terroriste et le gouvernement socialiste espagnol.

L'irrésistible ascension du syndicalisme nationaliste

Ce sont les résultats des élections des délégués dans les entreprises de plus de six salariés qui déterminent en Espagne la représentativité syndicale. Il est nécessaire pour cela d'obtenir au moins 10 % des voix au niveau national ou 15 % et 1 500 délégués dans une communauté autonome.

Dès la formation du système de relations professionnelles, après la transition

démocratique, ELA, lors des premières élections syndicales, était doté de la représentativité dans la Communauté autonome basque. LAB n'avait au contraire qu'une audience limitée. Aujourd'hui LAB a dépassé les 15 % requis et est en train de faire jeu égal avec UGT et CCOO tandis que ELA a beaucoup augmenté son influence électorale. Toutefois on assiste moins à un recul qu'à une stagnation d'UGT et de CCOO car ce sont les non-syndiqués ou les autres syndicats qui ont beaucoup régressé.

Les résultats des élections syndicales sont symétriques à ceux des élections politiques. Les suffrages nationalistes qu'ils se portent sur les candidats à la députation ou à la représentation dans l'entreprise sont au plus haut dans la province de Guipuzcoa, puis viennent celle de Vizcaya, d'Alava et de Navarre où UGT et CCOO sont majoritaires.

Bien évidemment les résultats ne sont pas identiques dans les branches professionnelles. Dans les services publics où l'on trouve en grand nombre des fonctionnaires de la communauté autonome, les syndicats nationalistes ont de brillants résultats, mais il n'y a aucun secteur d'activité où ils perdent leur première place, y compris dans la métallurgie et le bâtiment qui furent jusqu'à la guerre civile les fiefs de UGT.

Quant au nombre d'adhérents, les chiffres que nous ont donnés les confédérations et que nous n'avons pas vérifiés montrent à nouveau l'influence prédominante de ELA (88 000 adhérents) contre 60 000 pour les CCOO, 56 000 pour UGT et 25 000 pour LAB. On peut bien sûr s'étonner de l'absence de correspondance entre le nombre d'adhérents et le nombre d'électeurs ainsi que du taux élevé de syndicalisation sans commune mesure

avec ce qui est donné pour le reste de l'Espagne, même si le Pays Basque se caractérise depuis longtemps par un esprit associatif marqué .

Les enjeux de l'unité d'action des syndicats nationalistes

Le développement et l'influence du syndicalisme nationaliste depuis la transition démocratique sont d'autant plus remarquables qu'ils contrastent avec la stagnation et parfois un recul des partis politiques nationalistes. C'est ce sentiment de porter une responsabilité particulière dans la formation politique d'une nation basque qui a conduit ELA et LAB, le jour anniversaire de la patrie basque – Ebarri Eguna – en 1995, à élaborer un texte commun revendiquant avec force une totale autonomie du Pays Basque pour tout ce qui concerne les relations professionnelles. Un cadre basque de relations professionnelles (MVRL, Marco vasco de relaciones laborales) est nécessaire car ces syndicats considèrent comme notoirement insuffisant l'actuel conseil basque de relations professionnelles qui est seulement une instance de dialogue entre le patronat et les syndicats tout comme la possibilité depuis 1994 de négocier des conventions collectives au niveau de chaque communauté autonome. Ce que veulent les syndicats nationalistes, c'est une législation et une juridiction sociales spécifiques au Pays Basque afin de construire une politique économique et sociale qui leur soit propre dans les domaines des salaires, de l'emploi, de la protection sociale, de la formation. De même ils ne veulent plus négocier de conventions collectives qui soient dépendantes, articulées ou solidaires de ce qui a cours dans l'Etat espagnol. En d'autres termes les syndicats nationalistes n'acceptent pas que la déci-

sio
n
é c
o-
n o
m i
q u
e
e t
s o

Ala 20.3, Gui 21.6, Viz 22.3, Nav 23.6, Ala 24.6, Gui 25.6, Viz 26.3, Nav 27.6
Evolution de l'influence électorale des syndicats présents

1996

ciale qui s'applique au Pays Basque puisse être prise hors du Pays Basque, et tout particulièrement à Madrid. D'une certaine manière ils acceptent mieux une décision bruxelloise. S'il faut promouvoir une solidarité avec les travailleurs espagnols ou européens, c'est aux Basques à en décider et non aux Madrilènes ou aux Parisiens.

A partir de cette exigence socio-politique, ELA a rejoint LAB sur son analyse tendant à souligner les limites insupportables du statut actuel d'autonomie et la nécessité de le dépasser pour aller vers l'autodétermination. Il est moins sûr, par contre, que LAB ait vraiment accepté le refus de la violence et les appels à la pacification de ELA. Lors de son dernier congrès de 1997, LAB n'avait pas renoncé à soutenir la stratégie de ETA. Constatons cependant que les attentats de l'ETA contre les élus basques du parti populaire ont été jugés contre-productifs. Ainsi en décembre 1997, ELA et LAB ont reporté une manifestation prévue contre la décision de justice qui a conduit toute la direction de H.B. en prison dans la mesure où la manifestation syndicale fut précédée par l'assassinat d'un conseiller municipal du parti populaire.

Au cours de l'année 1998, les liens qui existaient entre le PNV et ELA d'une part, LAB et H.B. d'autre part, ont contribué au rapprochement de tous les

mouvements nationalistes basques débouchant sur la trêve de l'ETA de septembre 1998. Mais dans le même temps où ELA et LAB unissaient leurs forces, ils rejetaient dans le camp de leurs adversaires principaux les CCOO et UGT, forçant même à une alliance plus étroite ces deux organisations syndicales alors même que sur la revendication nationaliste basque, les CCOO affirment et continuent d'affirmer qu'elles souhaitent pour l'Espagne une constitution fédérale. Bien plus dans leurs statuts nationaux, les CCOO reconnaissent " le droit à l'autodétermination des peuples qui désirent l'exercer et appuient la pleine consolidation des autonomies nationales et régionales tout comme une pleine solidarité entre elles ". La conséquence de cette position sur la structuration du syndicat, c'est la reconnaissance du droit de constituer des " confédérations de nationalités ", ce qui est le cas en Catalogne et bien sûr au Pays Basque, celle-ci incluant la Navarre. Lors de son dernier congrès de 1996, la Confédération Syndicale des CCOO du Pays Basque a déclaré qu'" elle partageait les désirs d'une grande partie de notre société qui veut atteindre par des voies pacifiques des objectifs légitimes de caractère national ". Mais en même temps elle considère qu'en renonçant à agir au niveau de toute l'Espagne, on ne défend pas efficacement les intérêts des travailleurs. Elle re-

fuse ainsi le modèle autarcique proposé par ELA et LAB ainsi que le modèle centraliste qui est attribué à UGT. Cette position médiane ne lui donne cependant pas une grande influence. La crédibilité de la position des CCOO n'est-elle pas mise en cause par leur participation récente à la négociation étatique et à des pactes sur l'emploi avec l'organisation patronale – la CEOE – et le gouvernement ? On sait que les relations professionnelles en Espagne ont une forte composante néo-corporatiste. Ainsi un dirigeant des CCOO à Bilbao nous disait : “ A Madrid, je me sens vraiment nationaliste basque ! ”

Quand on analyse les programmes revendicatifs des quatre grandes organisations syndicales basques, on ne peut manquer d'être frappé par leur similitude et leur convergence. La lutte contre le chômage et la précarité de l'emploi y tient la première place de la même manière que nous y trouvons des préoccupations spécifiques pour les jeunes, les femmes, l'environnement, la défense de la protection sociale, l'éducation et la formation professionnelle. De plus, le Pays Basque est loin d'être une communauté défavorisée en Espagne : le chômage en novembre 1998 s'élevait à 16,8 % de la population active contre 18,5 % pour toute l'Espagne. Quant au salaire moyen, il était en 1997 le plus élevé de tout le pays (258 941 pesetas dans la Communauté autonome basque contre 215 189 pesetas en moyenne). Ce n'est donc pas l'inégalité sociale dont peut souffrir le Pays Basque qui peut nourrir le sentiment nationaliste. Encore moins une revanche contre un passé misérable car depuis la fin du 19^e siècle, le Pays Basque a eu un des taux de croissance les plus élevés de l'Espagne.

Ce qui oppose avec beaucoup de violence verbale, d'arguments polémiques, de rhétoriques inconciliables les syndicats, et surtout ceux qui sont aux deux extrémités du spectre – UGT et LAB – ce sont tant les formes de l'action syndicale que leur contenu plus ou moins nationaliste. ELA et LAB dénoncent l'institutionnalisation de syndicats étatisés dont l'action et l'organisation reposent sur des subventions publiques et qui ont renoncé à mobiliser les salariés sur les lieux de travail. Ils ont perdu toute autonomie et ne peuvent donc plus prendre en charge les problèmes spécifiques des travailleurs basques. De leur côté les CCOO et UGT estiment que les syndicats nationalistes, en refusant toute action et négociation solidaires avec l'ensemble des travailleurs de toute l'Espagne, oublient les intérêts communs de tous les travailleurs quels qu'ils soient et subordonnent leur défense à des objectifs culturels, linguistiques et étroitement patriotiques. “ La création de nouvelles frontières divise les travailleurs, souligne UGT dans son congrès de 1998, qui facilitent le développement de diverses modalités de *dumping*, diminuant l'énergie nécessaire à la poursuite d'objectifs sociaux. Avant tout notre syndicat revendique l'homogénéité et la cohésion sociale, le refus de créer d'autres barrières et l'élimination de celles qui existent. ”.

Un débat dépassé ou un débat pour aujourd'hui

La compréhension de la question basque et bien sûr sa solution seraient plus aisées s'il s'agissait d'un peuple homogène, défavorisé et impuissant dans l'Espagne actuelle. Or c'est une des communautés les plus riches et les plus modernes, disposant depuis le statut de

ESPAGNE

Guernica d'une large autonomie. Le Pays Basque est aussi pluriel dans ses traditions sociales et politiques puisque le carlisme, le socialisme et le nationalisme anti-espagnol y ont laissé de fortes empreintes. La langue basque – l'euskera – est encore loin d'être pratiquée par les habitants : 31 % parlent le basque en 1996 contre 21 % en 1981. L'identification au Pays Basque coexiste majoritairement avec l'identification avec l'Espagne. Lorsqu'on demande aux Basques s'ils se sentent seulement Basques, il y en a 33,5 % qui répondent positivement tandis que 18,5 % se sentent plus Basques qu'Espagnols, 31,4 % autant Basques qu'Espagnols, 5,1 % plus Espagnols que Basques et 10,3 % seulement Espagnols.

Le projet nationaliste allant jusqu'à l'autodétermination et l'indépendance s'est renforcé avec la trêve récente de l'ETA. Et cette situation donne raison au syndicat ELA qui a toujours affirmé que la violence était un obstacle à l'approfondissement du projet nationaliste. Ainsi l'alliance du PNV et des socialistes n'a pas été reconduite après les élections du 25 octobre et le nouveau gouvernement sera exclusivement composé et soutenu par des partis nationalistes. La société basque tend à passer du pluralisme politique et syndical au dualisme.

En observant les conflits intra-syndicaux qui en résultent, ne retrouvons-nous pas les débats qui ont traversé le mouvement ouvrier depuis ses origines ? Quelle place donner au sentiment national et aux identités culturelles par rapport à la conscience de classe ? A l'exception des austro-marxistes, les socialistes et les

communistes ont toujours cherché à faire prévaloir théoriquement les solidarités les

plus larges dans les Etats-nations constitués et même au-delà de leurs frontières. On sait qu'ils ont presque toujours échoué. La mobilisation nationaliste fut plus forte que la conscience d'un intérêt transnational de classe.

La globalisation, la mondialisation, la création de l'Union européenne semblent redonner une nouvelle actualité à ce débat. La défense des travailleurs doit-elle se structurer à partir des formes prises par les entreprises multinationales, les Etats et les ensembles sous-continentaux qui les unissent pour que s'élargissent les marchés et les zones monétaires ? Si la réponse est positive, l'urgence est alors pour les syndicats européens de renforcer la capacité d'action de la Confédération européenne des syndicats, d'institutionnaliser la négociation collective européenne, de développer la co-gestion, la consultation ou la co-détermination dans les multinationales. C'est le choix stratégique des CCOO et de l'UGT.

Les syndicats nationalistes donnent une toute autre réponse à cette question, même s'ils sont moins anti-européens qu'anti-espagnols. L'action syndicale en s'étatisant et en s'internationalisant risque de se diluer et de perdre tout lien direct avec les salariés et les chômeurs. Elle ne sera guère efficace car pourra-t-elle contrôler les flux financiers, les entreprises en réseau, les délocalisations, les paradis fiscaux et les décisions qui engagent les innovations de demain ? Les syndicats nationalistes basques se disent aussi socialistes, mais même s'il y a une dimension corporative limitée à leur action, ils considèrent qu'on ne peut

résister aux effets pervers et négatifs de la globalisation qu'en fortifiant les identités et communautés traditionnelles.

Ainsi le syndicalisme pourra-t-il devenir participatif et associatif, mobilisera-t-il vraiment les travailleurs pour un projet social, culturel et politique qui les concerne. C'est en défendant et en s'arc-boutant sur les identités culturelles et nationales que l'on peut ébaucher, pensent-ils, une alternative socialiste à la mondialisation capitaliste. Quoiqu'on en pense, l'utopie d'un socialisme s'enracinant dans l'expérience et l'histoire d'un peuple contre les vents et marées de la globalisation est mobilisatrice au Pays Basque.

Sources :

Ilse Maria Führer, *Los sindicatos en Espana. De la lucha de clases a estrategias de cooperacion*, Madrid, CES, 1996.

Juan Pablo Fusi, *El pais vasco. Pluralismo y nacionalidad*, Madrid, Alianza Universal, 1990.

Andoni Kaiero, " Implantacion y perfil de los sindicatos en Euskadi ", *Revista espanola de investigaciones sociologicas*, n°54, avril-juin 1991, pp. 65-112.

Andoni Kaiero, " El trabajo, los sindicatos y las relaciones laborales en la comunidad autonoma del pais vasco ", *Revista vasca de sociologia y ciencia politica*, n°10, novembre 1994, pp.115-130.

Barbara Loyer, *Géopolitique du Pays Basque*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Luis Moreno, *La federalizacion de Espana*, Madrid, Siglo XXI, 1997.

David Ruiz, *Historia de Comisiones obreras (1958-1988)*, Madrid, Siglo XXI, 1993.

Peter Waldmann, *Radicalismo etnico*, Madrid, Ed. Akal, 1997. Titre original : *Ethnischer Radikalismus*.

ESPAGNE